

Dell, Sidney, *The Inter-American Development Bank : A Study in Development Financing*, New York Praeger, 1972, 255 p.

Lynn Krieger Mytelka

Volume 6, Number 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700585ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700585ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mytelka, L. K. (1975). Review of [Dell, Sidney, *The Inter-American Development Bank : A Study in Development Financing*, New York Praeger, 1972, 255 p.] *Études internationales*, 6(3), 398–399. <https://doi.org/10.7202/700585ar>

DELL, Sidney, *The Inter-American Development Bank : A Study in Development Financing*, New York, Praeger, 1972, 255p.

Ce livre est la continuation d'une tradition d'excellence que représentent les travaux scolaires de Sidney Dell. Il est à la fois une source d'information très riche à l'égard des activités de la Banque inter-américaine de développement (B.I.D.) et un ouvrage rafraîchissant pour son manque de prise de position idéologique forte malgré la sévérité de certaines de ses critiques.

Portant sur les aspects les plus importants de la politique d'aide de la B.I.D. ces critiques recouvrent spécifiquement la manière dont les fonds de la B.I.D. sont acquis, la distribution de ces fonds entre les pays-membres, entre les secteurs économiques et sociaux, et les taux d'intérêt demandés par la B.I.D. pour ses prêts. Plus généralement encore, dans cet ouvrage, on trouve bien dégagée la façon dans laquelle le système international capitaliste a formé et forme toujours le processus de développement dans le Tiers-Monde.

Prenons comme exemple les conséquences de la dépendance de la B.I.D. des marchés internationaux de capital pour ses prestations. Il faut constater au départ que le simple fait d'avoir choisi de chercher ses prestations sur le marché mondial oblige la B.I.D. de conserver une bonne réputation de solvabilité (*credit-worthiness*), ce qui à son tour exige le placement des fonds de la B.I.D. dans des projets dits rentables, projets pour lesquels la probabilité d'être remboursée est assurée. C'est ainsi que la B.I.D. comme la Banque mondiale (BIRD) sont fières de « ... their bonds having been given the triple-A rating in the U.S. capital market. The criteria applied by Standard and Poor, however, in determining the credit rating of the World Bank and the most appropriate from the standpoint of IDB are not necessarily the same as those that would be considered most relevant and

promoting development in the developing countries ». (p. 69)

En second lieu, cette dépendance permet le transfert de l'inflation des pays industrialisés aux pays sous-développés de l'Amérique latine. En 1969, par exemple, le taux d'intérêt demandé par la B.I.D. à ses clients a augmenté de 5.75% en 1962 à 8.2% en 1969-70, un taux d'intérêt plus élevé que celui demandé par la Banque mondiale (pp. 57 et 66). Dell explique ce phénomène en fonction de la préférence des pays industrialisés de contrôler l'inflation chez eux par le moyen des politiques monétaires au lieu de politiques fiscales. Cependant, il apparaît que, dans les pays industrialisés, la demande de fonds d'investissement pour des biens de capital fixe est relativement insensible aux augmentations des taux d'intérêt. La concurrence pour les fonds reste alors aiguë dans les marchés mondiaux de capitaux ; les taux d'intérêt des fonds empruntés par la B.I.D. et prêtés à ses clients sont en conséquence plus élevés que ceux qui seront justifiés par la situation interne des pays latino-américains. De cette analyse Dell tire la conclusion que « ... the high level of interest charges that the developing countries have to pay on loans from the IDB are the result of the particular combination of fiscal and monetary policies that the industrial countries have selected in recent years, rather than factors pertaining to the situation of the borrowing countries themselves ». (p. 91)

En réclamant l'établissement d'une Banque régionale de développement, les dirigeants latino-américains ont cherché à mieux contrôler ces fonds et à les orienter davantage vers les besoins réels de leur région. (pp. 18-23) Vu l'influence énorme des États-Unis dans les structures de décision de la B.I.D., où les votes sont proportionnels aux cotisations, où les États-Unis détiennent 42% de ces votes et où des majorités de deux-tiers exigés dans le cas de questions importantes leur donnent le pouvoir de veto, on peut demander si cette aspiration n'a pas été utopique dès le début.

En tout cas, la distribution des fonds de la B.I.D. au cours des années 1961-70 nous laisse penser que le contrôle exercé par les pays de l'Amérique latine est faible. Les prêts destinés à la production industrielle, par exemple, ont baissé de 15% des fonds engagés au début des années soixante à seulement 8% en 1970. (p. 149) De plus, malgré la création d'un fonds pour des opérations spéciales avec comme but la prestation des fonds aux taux d'intérêt réduits pour les pays moins développés et pour des projets plutôt sociaux qu'économiques, on a vu comment au cours des années soixante, en raison du fait que les pays relativement plus riches peuvent solliciter des fonds pour leurs projets sociaux, « there were a number of anomalous cases in which low income countries received a below-average per capita inflow of loans from the FSO (Fund for Special Operations), whereas some countries with above-average incomes did much better ». (p. 85)

Quant à la distribution globale des fonds de la B.I.D. la situation en ce qui concerne les pays les moins développés était encore pire. Selon Dell : « Of the eleven countries with per capital incomes of less than \$300 in 1965, only three — Bolivia, Honduras and Paraguay — received per capita inflows of more than \$20 from the IBD over the period 1961-70 as a whole. Conversely, of the eight countries... with per capita incomes over \$300 in 1965, all except Mexico received inflows of over \$20, and, in five of them, the figure was in excess of \$30 per capita ». (p. 127)

Vu cette situation, c'est dommage qu'en conclusion Dell se retire des champs de bataille. Quoiqu'il admette que le développement économique et social en Amérique latine exige des réformes importantes, la B.I.D., maintient-il, « is not, cannot be, and should not be the agent of such change or reform. It is the servant of its member governments, not their master ». (p. 233)

Lynn Krieger MYTELKA

Département de science politique,
Carleton University

DUMONT, René, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Le Seuil, 1973, 185p.

À l'heure où la Conférence mondiale sur l'alimentation (Rome, novembre 1974) s'est soldée par un échec en n'arrivant pas à jeter les bases d'une politique d'alimentation à l'échelle mondiale, l'ouvrage de René Dumont prend une résonance singulièrement actuelle.

Ingénieur agronome qui s'est consacré à la lutte contre le sous-développement, Dumont a profité de la tribune qui lui était offerte en tant que candidat aux dernières élections présidentielles françaises pour donner plus d'ampleur au cri d'alarme qu'il n'a cessé de lancer à notre civilisation en particulier depuis *Nous allons à la famine* (1966).

Composé à la hâte, *L'Utopie ou la mort* a l'avantage de présenter sous une forme très simple, mais sans concession, l'essentiel de la pensée de l'auteur sur les problèmes posés par la « société de gaspillage ».

S'appuyant sur le rapport du Club de Rome (1972) et les divers rapports de la FAO, Dumont règle tout d'abord leur compte aux « derniers optimistes irréflichs » (Clarke, Kahn, Wiener...), ultimes tenants de la croissance illimitée dont il démystifie les « perspectives quasi-démocratiques ».

Il passe ensuite en revue l'épuisement des ressources non renouvelables (minerais...), la limitation des potentialités agricoles d'où découle l'impossibilité de réduire la malnutrition en comptant sur la seule expansion économique (p. 128), le caractère irréversible de la pollution, en particulier de l'air et de l'eau, le gaspillage économique, et le biocide dû au développement de l'énergie nucléaire, en particulier pour fins d'armement. Dumont accorde une large place à ce dernier aspect qui est devenu une nécessité économique de notre système (place de la guerre du Viêt-nam